

Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 27 août 1997 concernant les conditions de recrutement, de formation et d'avancement des caporaux de carrière de l'armée proprement dite.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu l'article 10 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire ;

Vu l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre de la Défense et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. Le point 5) de l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 27 août 1997 concernant les conditions de recrutement, de formation et d'avancement des caporaux de carrière de l'armée proprement dite est remplacé comme suit :

« 5) Connaissances de l'Etat luxembourgeois :

Réponses écrites en langue allemande ou française à des questions concernant les principes du droit constitutionnel luxembourgeois. 90 points ».

Art. 2. Notre Ministre de la Défense est chargé de l'exécution du présent règlement qui sera publié au Mémorial.

Exposé des motifs :

L'article 10 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire prévoit que « *les conditions de recrutement, de formation et d'avancement des officiers, des sous-officiers et des caporaux sont fixées par règlement grand-ducal* ».

En exécution de la disposition légale précitée, le règlement grand-ducal modifié du 27 août 1997 détermine les conditions de recrutement, de formation et d'avancement des caporaux de carrière de l'armée proprement dite.

L'article 4 du règlement grand-ducal précité détermine notamment les différentes branches figurant au programme de l'examen-concours d'admission à la candidature de caporal de carrière de l'armée proprement dite.

Le libellé actuel du point 5 de l'article 4 prévoit que les candidats à la carrière de caporal doivent se soumettre à une épreuve « *Instruction civique* » cotée sur 90 points. En particulier, il s'agit de la matière reprise au manuel « *Luxemburger Bürgerkunde für den technischen Sekundarunterricht* ».

Etant donné qu'il s'avère que ce manuel ne figure plus au programme de l'enseignement secondaire technique, il est proposé de changer la matière à préparer pour l'examen-concours précité.

Commentaire des articles :

Il est proposé de modifier le contenu de la branche « *Instruction civique* » figurant à l'examen-concours d'admission à la candidature de caporal de carrière. Cette modification est jugée nécessaire alors que le manuel « *Luxemburger Bürgerkunde für den technischen Sekundarunterricht* » introduit au programme de l'examen-concours (règlement grand-ducal du 20 mars 2003 modifiant le règlement grand-ducal du 27 août 1997 précité) ne figure plus au programme de l'enseignement secondaire technique.

Par analogie aux textes en vigueur pour les brigadiers de la police grand-ducale, il est prévu de remplacer la branche de l'instruction civique par celle de la connaissance de l'Etat luxembourgeois. Les candidats devront fournir des réponses écrites en langue allemande ou française à des questions formulées dans les deux langues précitées concernant les principes du droit constitutionnel luxembourgeois. La cotation de l'épreuve restera inchangée.



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Fiche d'évaluation d'impact

Mesures législatives, réglementaires et autres

Intitulé du projet: Avant-projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 27 août 1997 concernant les conditions de recrutement, de formation et d'avancement des caporaux de carrière de l'armée proprement dite

Ministère initiateur: MAE-Direction de la Défense

Auteur / Contact / Suivi: Serge Alzin

Tél. : 2478 2810

Fax :

Courriel : serge.alzin@mae.etat.lu

Analyse d'impact en relation avec :

- Projet de loi
 Projet de règlement grand-ducal
 Projet de règlement ministériel
 Procédure administrative / Formulaire / Prescription / Circulaire

Motif(s) à l'origine de l'élaboration du projet:

Transposition de directives communautaires: Oui Non

No. de la directive :

Date d'expiration du délai de transposition :

Le projet transposera partiellement / totalement la directive

En cas de transposition partielle, calendrier pour l'élaboration des mesures législatives ou réglementaires restantes :

Etat du projet en matière de transposition :

- antérieur à la date limite de la transposition : Oui Non
 - lettre de la part de la Commission : Oui Non
 - mise en demeure (art.226 Traité UE) : Oui Non
 - avis motivé (art.226) : Oui Non
 - arrêt de la Cours de Justice Européenne (art.226): Oui Non
 - lettre de la part de la Commission (pré art.228) : Oui Non
 - mise en demeure (art.228) : Oui Non
 - avis motivé (art.228) : Oui Non
 - arrêt de la Cours de Justice Européenne (art.228): Oui Non
 - prorogation de délai accordé : Oui Non
 si oui, après quel stade ? - mise en demeure art.226 / art.228
 - avis motivé art.226 / art.228

Nouvelle loi :

Modification de la loi:

Abrogation de la loi :

Mesures d'exécution de la loi:

Autre(s) :

Oui Non

Oui Non

Oui Non

Oui Non

1. Objectif(s) et consultation(s)**Objectif(s) du projet:**

Modification d'une épreuve de l'examen-concours d'admission à la candidature de caporal de carrière

Conséquences d'un éventuel « statu quo » (non adoption du projet sous rubrique) :

Divergences entre les matières enseignées dans l'enseignement et les matières de l'examen-concours

Autres départements ministériels concernés:

1. Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Accord: Oui Non Date : 19 avril 2013

Observations éventuelles : néant

2. Syndicat professionnel de l'Armée luxembourgeoise

Accord: Oui Non Date : 18 février 2013

Observations éventuelles : néant

Consultation(s) – autre(s) département(s) ministériel(s) : Oui Non

si oui, le(s)quel(s) ?

Observations :

Organisme(s) interne(s) consulté(s):IGF Oui Non Avis: Oui Non

Date :

CER Oui Non Avis: Oui Non

Date :

CIE Oui Non Avis: Oui Non

Date :

IGSS Oui Non Avis: Oui Non

Date :

CNSAE Oui Non Avis: Oui Non

Date :

Autre(s) Oui Non

le(s)quel(s)?

Avis: Oui Non

Date :

Consultation(s) – organisation(s) professionnelle(s) : Oui Non

si oui, laquelle / lesquelles ? Association professionnelle des officiers luxembourgeois

Observations : accord de principe

Autres organismes consultés : Oui Non

si oui, lesquels Association professionnelle des sous-officiers de l'armée

Observations accord de principe

2. Destinataires directs du projet**Entreprises :**Oui Non

Secteur :

Branche(s) / Profession(s) / Métier(s) :

Nombre d'entreprises concernées (approximatif) :

Petites et moyennes entreprises (PME) : Taille : - < 10 salariés - = 10 et < 50 - = 50 et < 250 Grandes entreprises (Taille >= 250) :

Citoyens :

Oui Non

Catégorie(s) :

Nombre de citoyens concernés (approximatif) :

Administrations / Etablissements Publics :

Oui Non

Détail: Armée luxembourgeoise

Autres (p.ex. professions libérales) :

Oui Non

Détail:

Procédures et formalités administratives :

- supplémentaires (augmentation des charges):
 - inchangées :
 - diminuées (réduction des charges):

3a. Volet - Impact sur l'économie des décisions prises par le Gouvernement en matière de prix administrés

Consultation du Statec : Oui Non

Impact au niveau macro-économique (d'un point de vue inflation/échelle mobile des salaires) :

Incidence estimée sur l'indice des prix à la consommation national :

Augmentation Diminution

Impact prévisible en points de %: (s'il existe un effet direct chiffrable sur les prix des biens ou services concernés)

Incidence estimée sur l'échelle mobile des salaires : Oui Non

Incidence estimée sur l'indice des coûts à la production : Oui Non

Si oui, impact en points indiciaires: impact en % :

3b. Volet - Impact sur les entreprises

a) Impact sur les entreprises: Oui Non (si non, passer au point 4. Volet-Impact sur les Citoyens)

Impact au niveau micro-économique (au sein d'une seule entreprise) :

Groupe cible :

Charges financières: Oui Non
 Si oui, montant approx. : EUR / an
 Remarques :

Impôts directs : augmentation diminution
 Impôts indirects : augmentation diminution
 Charges sociales : augmentation diminution
 Charges salariales : augmentation diminution
 Garanties (dépôt de garantie, cautionnement): augmentation diminution
 Autres : augmentation diminution

Si oui, lesquelles :
 Explications complémentaires :

Charges administratives: Oui Non
 Si oui, montant approx. : EUR / an¹

Procédure administrative : Oui Non
 Démarche définie : Oui Non
 « Descriptif »² en annexe : Oui Non
 « Formulaire-type »³ en annexe : Oui Non

¹ Le référentiel de calcul étant 2,5 fois le salaire mensuel minimum.

² Si le ministère initiateur a élaboré un descriptif du projet (p.ex le projet de loi, le règlement grand-ducal, etc.), il le joindra en annexe de la présente fiche d'évaluation d'impact.

| | |
|---|---|
| Temps à consacrer par opération (Temps) : | heures / opération |
| Taux horaire moyen (Taux) : | EUR / heure ⁴ |
| Périodicité (Périod.) : | <input type="checkbox"/> périodicité non définie dans le projet <input type="checkbox"/> déclaration unique <input type="checkbox"/> annuelle <input type="checkbox"/> semestrielle <input type="checkbox"/> mensuelle <input type="checkbox"/> hebdomadaire <input type="checkbox"/> journalière <input type="checkbox"/> autre périodicité : donc : fois / an (en moyenne) |
| Coût administratif global par entreprise : (Temps x Taux x Périod.) | EUR / an |
| Données demandées : | |
| Pas encore défini : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Explications sur le type de données demandées : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Sources de données existantes : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Si oui, lesquelles ? | |
| Attestations, certificats ou pièces requis : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Lesquels ? | |
| Possibilités de coopération entre administrations : | |
| Mode de transfert des données à communiquer à l'administration : | |
| Courriel, fax, lettre ordinaire, lettre recommandée, sur place, téléphone, formulaire online, transfert de fichier, autre moyen | |
| <i><u>Impact au niveau macro-économique (l'ensemble du secteur concerné au niveau national) :</u></i> | |
| Groupe cible : | |
| Coût total (charges financières et administratives) au niveau national : | |
| Montant : | EUR / an |
| Remarques : | |
| Investissements requis: | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Si oui, précisions : | |
| Estimations : | EUR / an |
| Aides financières prévues: | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Si oui, précisions : | |
| Montant : | |
| Modalités: | |
| Autres aides (non pécuniaires) prévues (p.ex. conseil/formation/e-gouvernement/etc.): | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Si oui, type : | |
| Modalités: | |
| b) Critères d'exemption : | |
| Exemptions envisagées : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |

³ Si le ministère initiateur a élaboré un formulaire-type (p.ex le projet de loi, le règlement grand-ducal, etc.), il le joindra en annexe de la présente fiche d'évaluation d'impact.

⁴ Le référentiel de calcul étant 2,5 fois le salaire mensuel minimum.

| | |
|---|--|
| Différentiation(s) envisagée(s) (activités économiques): | Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| si oui, lesquelles : | |
| Critère « Taille de l'entreprise » : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Critère « Nature de l'activité » : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Critère « Volume de production » : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Critère « Chiffre d'affaires » : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Autre(s) critère(s), à préciser : | |

4. Volet – Impact sur les citoyens

| | |
|---|--|
| Impact sur les citoyens: | Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> (si non, passer au point 5. Volet-Impact sur l'administration) |
| Charges financières : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, montant approx. : | EUR / an |
| Impôts directs : | augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/> |
| Impôts indirects : | augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/> |
| Charges sociales : | augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/> |
| Charges salariales : | augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/> |
| Garanties : | augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/> |
| Autres : | augmentation <input type="checkbox"/> diminution <input type="checkbox"/> |
| Si oui, lesquelles : | |
| Explications complémentaires : | |
| Charges administratives : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, montant approx. : | EUR / an |
| Procédures administratives : | supplémentaires Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> inchangées Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> diminuées Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Démarches définies : | supplémentaires Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> inchangées Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> diminuées Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Si oui, précisions : | |
| « Descriptif » ⁷ en annexe : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| « Formulaire-type » ⁸ en annexe : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Temps maximal à consacrer par opération (Temps) : | heures / opération |
| Données demandées : | |
| Pas encore défini : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Explications sur le type de données demandées : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Sources de données existantes : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Si oui, lesquelles ? | |
| Attestations, certificats ou pièces requis : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| Lesquels ? | |
| Possibilités de coopération entre administrations : | |
| Mode de transfert des données à communiquer à l'administration : | |
| Courriel, fax, lettre ordinaire, lettre recommandée, sur place, téléphone, formulaire online, transfert de fichier, autre moyen | |

^{5 et 7} Si le ministère initiateur a élaboré un descriptif du projet (p.ex le projet de loi, le règlement grand-ducal, etc.), il le joindra en annexe de la présente fiche d'évaluation d'impact.

^{6 et 8} Si le ministère initiateur a élaboré un formulaire-type (p.ex le projet de loi, le règlement grand-ducal, etc.), il le joindra en annexe de la présente fiche d'évaluation d'impact.

| | |
|--|--|
| Aides financières prévues: | Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, précisions : | |
| Montant : | |
| Modalités: | |
| Autres aides (non pécuniaires) prévues (p.ex. assistance/ conseil/formation/e-gouvernement/etc.): | |
| Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> | |
| Si oui, type : | |
| Modalités: | |

5. Volet – Impact sur l'administration

| | |
|---|--|
| Impact sur l'administration: | Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> (si non, passer au point 6. Critères d'analyse – Better Regulation) |
| Procédures: | |
| Procédures définies dans le projet : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| « Descriptif » en annexe : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| « Formulaire-type » en annexe : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Si non, quelles procédures sont à créer : | |
| Implication de plusieurs ministères / administrations : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Si oui, lesquels : | |
| Accord trouvé sur la procédure à suivre: | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Structures nouvelles prévues: | |
| Si oui, lesquelles : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Personnel supplémentaire: | |
| Si oui, nombre et carrières : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Impact frais d'équipement / frais de fonctionnement: | |
| - dont matériel informatique: | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| explications : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| - dont surface bureaux: | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| explications : | |
| Intérêt e-Gouvernement : | |
| Si oui, Pourquoi ? | Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |

6. Critères d'analyse – « Mieux légiférer »

| | |
|---|--|
| Analyse « coût-efficacité » : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| Si oui, explications sur la méthode d'évaluation et les conclusions : | |
| Critères « Better Regulation » appliqués : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| 1. Lisibilité / Compréhension : | Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Explications : | |
| 2. Codification / Consolidation / Refonte : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| Explications : | |
| 3. Définitions claires : | Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> |
| Explications : | |
| 4. Exemptions : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| Explications : | |
| 5. Harmonisation : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| Explications : | |
| 6. Procédure mise en ligne (e-Gouvernement) : | Oui <input type="checkbox"/> Non <input checked="" type="checkbox"/> |
| Explications : | |

Transposition de directives communautaires:Application du principe « la directive et rien que la directive » : Oui Non

Si non, explications :

Acceptabilité présumée : Bonne Plutôt bonne Neutre Plutôt mauvaise Mauvaise

Dispositif plus léger envisagé

Oui Non

si oui, lequel et pourquoi non retenu :

Application des dispositions pendant une durée limitée (disposition à échéance fixe):Oui Non

Evaluation prévue :

Oui Non

Si oui, par quel service, quand et/ou à quels intervalles:

Application du critère « stand still » (cf. directive « services »):

Oui Non

Si non : - reconduction d'un régime d'autorisation existant :

Oui Non - changement de critères ou d'exigences d'un régime existant : Oui Non

- nouveau régime d'autorisations :

Oui Non **7. Divers**

Commentaires complémentaires :

Effets sur d'autres domaines et compétences : (p. ex. création d'emplois, impact sur investissement, création d'entreprises, compétitivité, environnement, santé.....)